

**Dominique Martin**

Bereichsleiter Public Affairs des VSE  
dominique.martin@strom.ch

Responsable Affaires  
publiques à l'AES  
dominique.martin@electricite.ch

## Wilder Westen im Stromnetz?

Die Energiekrise hat das Parlament beflügelt. Mit dem Ausbau der erneuerbaren Stromproduktion soll nun rassig vorwärtsgemacht werden. Nicht nur bei alpinen Solaranlagen, sondern auch beim Eigenverbrauch herrscht fast schon Goldgräberstimmung. Was dabei meist unter den Tisch fällt: Dafür braucht es das Stromnetz als Basis.

Das Netz muss so ausgelegt werden, dass es die maximale Belastung abdecken kann – auch wenn diese nur an wenigen Stunden im Jahr auftritt. Dezentrale Photovoltaik und Elektromobilität werden zu einer starken Zunahme solcher Lastspitzen führen. Um den Investitionsbedarf in den Netzausbau zu verringern, wäre es daher sinnvoll, Anreize für eine möglichst geringe Netzbelastung zu setzen. Doch dem steht das enge Regulierungskorsett aus dem letzten Jahrtausend entgegen. Unglaublich: Das Setzen von wirksamen Anreizen für eine möglichst sparsame und intelligente Nutzung des Netzes ist nicht erlaubt, für innovative Ansätze und die konstruktive Zusammenarbeit zwischen Netzbetreibern und Netznutzern besteht kaum Spielraum. Die Folge? Das Netz wird seine Rolle als Enabler der Energiewende nicht spielen können – oder nur zu horrenden Kosten für einen teilweise vermeidbaren Netzausbau.

Eine Motion aus dem Nationalrat wollte daher endlich vorwärtsmachen und forderte eine weniger starre und dynamischer ausgerichtete Netztarifierung. Doch nun will die Energiekommission des Ständerats ausgerechnet diese von der grossen Kammer bereits angenommene Motion ad acta legen. Begründung? Das Anliegen sei bereits im Mantelerlass behandelt worden... Was für eine Fehleinschätzung! Denn bei der Netztarifierung bewegt sich absolut nichts – so bleiben tarifliche Signale, die zu einer Reduktion der Netzbelastung führen und mithelfen, den kostspieligen Netzausbau so gering wie möglich zu halten, weiterhin Wunschdenken.

Stattdessen wird das Netz als neues Eldorado missbraucht und es werden problematische Entwicklungen wie lokale Elektrizitätsgemeinschaften vorangetrieben, die keiner technischen Realität entsprechen und in der Umsetzung für alle Akteure hochkomplex sind. Fehlen dann auch weiterhin die überfälligen Instrumente wie eine zukunfts-fähige Netztarifierung, werden im Stromnetz in Bälde Zustände wie im Wilden Westen herrschen.

## Le réseau électrique, futur Far West?

La crise énergétique a donné des ailes au Parlement, qui entend dorénavant faire avancer à vitesse grand V le développement de la production d'électricité renouvelable. Une ruée vers l'or se dessine non seulement pour les installations solaires alpines, mais aussi en matière de consommation propre. Ce qui tombe pourtant le plus souvent aux oubliettes, c'est que le réseau électrique en constitue la base indispensable.

Le réseau doit être conçu de telle sorte qu'il puisse répondre à la sollicitation maximale – même si celle-ci ne se fait sentir que quelques heures par an. Le photovoltaïque décentralisé et l'électromobilité vont entraîner une forte croissance de ces pics de charge. Afin de diminuer les besoins d'investissement dans l'extension du réseau, il serait donc judicieux de poser des incitations visant à solliciter ce dernier le moins possible. Mais le corset réglementaire serré qui date du dernier millénaire s'y oppose. Aussi incroyable que cela puisse paraître: poser des incitations efficaces visant à utiliser le réseau le plus économiquement et le plus intelligemment possible n'est pas autorisé. La marge de manœuvre est quasi inexistante pour des incitations innovantes et une collaboration constructive entre les gestionnaires de réseau et les utilisateurs du réseau. La conséquence? Le réseau ne va pas pouvoir jouer son rôle de facilitateur de la transition énergétique – ou alors, seulement à des coûts exorbitants pour financer une extension du réseau qui serait en partie évitable.

Une motion du Conseil national voulait donc enfin faire avancer les choses en demandant une tarification du réseau moins rigide et plus dynamique. Mais voilà que la commission de l'énergie du Conseil des États veut classer cette motion pourtant déjà adoptée par la chambre basse. Motif? La demande aurait déjà été traitée dans le « Mantelerlass »... Quelle erreur d'appréciation! En effet, rien ne bouge en matière de tarification du réseau – ainsi, des signaux tarifaires qui mèneraient à une réduction de la sollicitation du réseau, et qui contribueraient par là à maintenir aussi faible que possible l'extension coûteuse de ce dernier, en restent au stade de vœu pieux.

Au lieu de cela, on ne se gêne pas pour abuser du réseau en le considérant comme un nouvel eldorado et pour forcer des évolutions des plus problématiques, telles que les communautés électriques locales, évolutions qui ne correspondent à aucune réalité technique et qui sont extrêmement complexes à mettre en œuvre pour tous les acteurs. Si les instruments tant attendus tels qu'une tarification moderne du réseau continuent à manquer, le réseau électrique sera bientôt en proie à des conditions dignes du Far West.